Elections Législatives du 23 Juin 1968

Circonscription de MONTARGIS-GIEN

XAVIER DENIAU

RÉPUBLICAIN INDÉPENDANT



HABITANTS de MONTARGIS et GIEN,

Voici au bout d'un an, de nouvelles élections.

Je les ai moi-même souhaitées ainsi que vous avez pu le voir dans la presse. J'ai même, dès le mardi 28 mai, fait tenir à l'Elysée et publier — notamment dans « La République du Centre » et à la radio — un appel signé avec moi par une dizaine d'autres députés demandant la dissolution de l'Assemblée Nationale.

Le voici :

« *Devant la persistance de troubles insurrectionnels dans la rue et de grèves qui prennent ouvertement en maints endroits un tour politique et révolutionnaire, devant la prétention de catégories particulières de parler au nom de la France, le seul recours est le recours au suffrage universel.*

Au-delà d'un référendum dont le texte et la portée sont par définition limités, il faut revenir devant le peuple français, seul souverain, qui dira ainsi s'il veut aller de façon plus ou moins directe à une démocratie populaire ou conserver les libertés républicaines et l'indépendance nationale.

A défaut d'élections présidentielles, il faut dissoudre l'assemblée et procéder à des élections générales... »

Après les journées de désarroi que nous avons connues en mai où se mêlaient à des revendications syndicales qui avaient légalement le droit de s'exprimer, des troubles permanents de l'ordre public et une volonté de prise de pouvoir par l'intimidation et la violence, **il fallait en effet que la parole soit redonnée à l'ensemble du peuple français auquel seul appartient la souveraineté nationale.**

⁂

Tout pays en développement doit être en état de réforme permanente. La **modernisation** doit s'appliquer à toutes les branches de l'activité nationale. En particulier, à l'enseignement et aux conditions d'entrée des jeunes dans la vie, aux méthodes administratives et aux modalités insuffisamment souples et ouvertes des décisions en matière économique.

Ces réformes doivent respecter la libre entreprise — ressort de notre civilisation — et s'accomplir à l'intérieur du régime républicain et des institutions que la France s'est librement données.

Et dans la ligne de la révision sociale générale qui vient d'avoir lieu, **ne doivent pas être oubliés tous ceux qui ne veulent ou ne peuvent pas s'exprimer par la grève ou les revendications collectives :** artisans et commerçants, vieillards, pensionnés, anciens combattants, handicapés, familles nombreuses. Sinon, ils auraient été, en définitive, les sacrifiés des accords de Grenelle.

Il en est de même des agriculteurs dont le revenu doit désormais s'accroître et se garantir, non plus seulement par une aide aux produits incertaine et variable parce que fonction de l'abondance de la récolte et de l'importance de l'exploitation, mais aussi par une aide directe et assurée à chaque exploitation familiale.

De toute façon le gouvernement de demain devra mener une politique économique telle que les augmentations de salaires et les avantages sociaux obtenus ne scient pas rapidement rendus illusoires par une inflation incontrôlée et par une hausse semblable du coût de la vie.

Et il faudra également veiller à ce que notre récente secousse économique ne mette pas en grave danger la construction européenne — l'un des espoirs de notre temps.

A cette fin, il faudra accroître notre productivité et notre expansion économique.

L'œuvre sociale devra être poursuivie sur tous les plans, notamment par la généralisation des conventions collectives — dont l'intervention devrait être à certaines conditions étendues à toutes les branches d'activité — et par l'unification des régimes de retraite et l'abaissement progressif de la limite d'âge.

⁂

Pour ma part, vous savez, depuis que vous m'avez élu en 1962 et réélu l'an dernier — en me donnant, à quelques dizaines de voix près, la majorité au premier tour et 60 % des voix au second — **la façon dont j'exécute mon mandat :**

J'habite avec ma famille à Escrignelles, dont je suis maire et où l'on peut me joindre hors des jours

d'assemblée, de même que dans mes permanences où je reçois maintenant quinze cents personnes par an, dont je traite toujours le cas avec soin et souvent avec succès.

A l'Assemblée Nationale, je continue à intervenir fréquemment, ces derniers mois par exemple, en matière agricole et d'enseignement.

J'entretiens avec la quasi-totalité des 85 municipalités de ma circonscription — quelle que soit bien entendu leur couleur politique — des relations de confiante et constante collaboration, intervenant chaque semaine à Orléans et à Paris pour l'attribution de crédits, subventions ou prêts d'équipement, pour lever des difficultés de procédures ou pour toute information ou action demandée par les maires. J'ai ainsi pu faire régler récemment, conformément aux vœux de tous, les problèmes scolaires de Gien, Briare et Châtillon.

L'aménagement de nos cantons a pris d'ailleurs un rythme rapide.

Le nombre des demandeurs d'emploi est maintenant en diminution ; et le sous-emploi que nous avions ressenti — nombre d'heures de travail limité — était ces temps-ci en voie de résorption. Ceci est dû notamment à l'active politique de création d'emploi par l'installation d'usines et de zones industrielles que la plupart des élus de notre région ont mené d'un commun accord ces dernières années.

Mais il faut aussi assurer l'emploi immédiat des jeunes à la sortie des écoles, notamment par une révision complète des règles d'apprentissage.

J'ai également veillé à ce que la législation sur le contingentement de la main-d'œuvre étrangère soit désormais respecté, et suis intervenu lorsque il y avait demande des syndicats, plusieurs fois avec succès, pour le règlement de difficultés dans des entreprises.

Il faut donc que continue dans le Montargois et le Giennois cette politique d'expansion et de plein emploi qui a permis à nos villes l'importante augmentation de population que nous avons constatée au dernier recensement.

⁂

Nous venons, ces derniers jours, de voir combien toutes les institutions de la République étaient nécessaires. Le Général de Gaulle, Président de la République, premier élu du suffrage universel, a pu mettre un terme à une longue période d'incertitudes, grâce aux pouvoirs d'arbitrage et de responsabilité que lui confère la constitution.

Et il faut que puisse se poursuivre **la politique de paix dans le monde** menée pour la première fois depuis des décades par la France avec assiduité et succès, grâce à l'énergie et à l'autorité personnelle du chef de l'Etat.

A quoi servent les autres biens, y compris les conquêtes sociales, lorsqu'ils basculent, comme en 1939, dans la guerre et la servitude étrangère ?

Nous venons également de nous rendre compte de la **valeur des libertés conquises au long des siècles par les Français.** Il ne faut pas qu'elles soient mises en péril. Notre pays a progressé depuis deux siècles et il continuera à le faire dans l'ordre et la légalité derrière le seul drapeau aux trois couleurs de la République.

Pour le développement de la région de Montargis-Gien,

Pour le maintien des LIBERTES REPUBLICAINES,

Pour le PROGRES dans la PAIX,

Pour l'Avenir de la France

VOTEZ POUR

Xavier DENIAU

Maître des Requêtes au Conseil d'Etat

Député de Montargis-Gien
Maire d'Escrignelles

Officier de la Légion d'Honneur
Croix de Guerre

REPUBLICAIN INDEPENDANT

SUPPLEANT :

Robert FIGEAT

Electricien

Premier adjoint au maire de Montargis

Ancien Combattant
Chevalier du Mérite Civique

INDEPENDANT



CANDIDATS d'UNION pour la DÉFENSE de la RÉPUBLIQUE

GIEN - Imprimerie Jeanne-d'Arc